

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte Ouvrière

Île de la Réunion

Bi-mensuel N°4

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément du journal Lutte ouvrière N° 2524 - Prix : 1 €

La destruction d'Alep et la barbarie du monde capitaliste

Fillon : un homme au lourd passé

Page 4

Droit à l'IVG : entre réacs et hypocrites

Page 5

Saint Benoît : grève à la clinique de La Paix

Page 9

Candidature de Nathalie Arthaud : exprimer sa confiance dans la classe ouvrière

Page 12



Sed ?rfi.fr

Hollande renonce, Valls candidat pour la même politique propatronale

Hollande a donc renoncé à se présenter à l'élection présidentielle. Il a commencé par vanter son action. Les travailleurs dressent un tout autre bilan ! Il s'était engagé à réduire le chômage ; il y a un million de chômeurs en plus. Il avait promis de gouverner pour les jeunes ; un quart d'entre eux sont sans emploi, et bien d'autres vont d'emploi précaire en petit boulot. Il s'était fait élire contre la finance ; il l'a servie, en multipliant les cadeaux indécents au patronat. Les seuls regrets qu'il a exprimés portent sur la déchéance de nationalité, non parce que c'est une mesure réactionnaire, mais parce que même son propre camp n'en a pas voulu. Il assume toute sa politique antiouvrière, à commencer par la loi travail. Alors, les travailleurs ne le regretteront pas.

Valls, qui l'a poussé vers la sortie, se lance maintenant en espérant que, comme dans un scénario usé, le fait de changer de comédien relance l'intérêt du spectacle. Mais la politique de Hollande a été mise en œuvre par Valls lui-même. L'un et l'autre ont toujours été unis par une même loyauté envers la classe capitaliste. On peut en dire autant de l'ex-banquier Macron, qui était leur ministre jusqu'à ce que, il y a trois mois, il quitte le navire pour tenter sa chance. Et de Montebourg, qui a lui aussi gouverné avec eux et a mis en œuvre la même politique propatronale, jusqu'à ce qu'il juge que l'impopularité de Hollande desservait sa carrière.

Valls, Montebourg, Hamon : la primaire du PS s'annonce comme un concours de beauté d'anciens ministres du même gouvernement, pour la même politique.

Hollande s'était fait élire sur la

base du discrédit de Sarkozy et Fillon. Aujourd'hui, la droite est remise en selle, pour un programme d'autant plus antiouvrier qu'il s'appuie sur les reculs des années Hollande-Valls. Ces deux-là ont autorisé des accords de compétitivité qui remettent en cause les 35 heures ; Fillon veut carrément les supprimer. La loi El Khomri a attaqué le Code du travail ; Fillon veut le démanteler. Avec le CICE et le pacte de responsabilité, Hollande et Valls ont fait 41 milliards de cadeaux aux entreprises ; Fillon veut en faire autant. Hollande a augmenté la TVA ; Fillon veut l'accroître encore plus. Il veut reculer l'âge de la retraite à 65 ans, privatiser en partie l'assurance maladie et supprimer l'impôt sur la fortune.

Le Pen, la bourgeoise de Saint-Cloud, espère que le programme de la droite la fera apparaître comme plus « sociale ». Quelle hypocrisie ! Sa nièce Marion Maréchal-Le Pen expliquait sur BFM que, comme Fillon, le FN voulait « la remise en cause des 35 heures », la « baisse du coût du travail », « supprimer des postes de fonctionnaires » et faire 60 milliards d'économies sur les dépenses publiques. Fillon et Le Pen sont en concurrence sur le même terrain réactionnaire. L'un et l'autre s'attaquent aux étrangers et aux musulmans.

Tous deux nous rebattent les oreilles avec la France éternelle, Jeanne d'Arc et le drapeau tricolore, pour mêler des classes sociales que tout oppose.

Le Pen mènerait une politique aussi antiouvrière que Fillon. Il n'est qu'à voir comment elle s'enthousiasme pour Trump, ce milliardaire élu en prétendant

défendre les intérêts du peuple et qui s'entoure maintenant de grands banquiers pour gouverner à leur profit.

Lors de l'élection présidentielle, la seule certitude est qu'un serviteur zélé du patronat sera élu pour mettre en œuvre une politique encore plus à droite que celle menée par Hollande. C'est une exigence du grand capital, dans la guerre qu'il mène au monde du travail pour maintenir ses profits.

Face à celui qui mènera la politique patronale, quel qu'il soit, les travailleurs n'auront pas le choix. Pour préserver leurs conditions d'existence, ils devront mener la lutte de classe, avec leurs propres armes, les grèves et les manifestations de masse.

Dans ce scrutin, il faut que les travailleurs expriment cette volonté et mettent en avant une politique qui représente leurs intérêts vitaux. Cela ne changera pas le rapport des forces, car les élections n'ont pas ce pouvoir. Mais cela montrera qu'une partie des travailleurs ont leur propre politique et affirment que celui qui remplacera Hollande les trouvera sur son chemin.

Il faudra profiter de ces élections pour exprimer le rejet du PS, de la droite et du FN, en votant pour la candidate de Lutte ouvrière, Nathalie Arthaud. Ce sera la seule possibilité pour les travailleurs de faire un vote conscient, lucide, pour défendre les intérêts de leur classe et faire entendre leur camp.

La destruction d'Alep et la barbarie du monde capitaliste

Alep agonise sous les bombes. Depuis plusieurs mois, les habitants de cette ville grande comme Marseille sont pilonnés par l'armée syrienne soutenue par la Russie. « *Les rues sont pleines de gens sous les décombres. Ils meurent parce qu'on ne peut pas les sortir de là* », expliquent les secouristes. Même les hôpitaux sont pris pour cible, tandis que l'armée reprend rue par rue les quartiers qui lui échappaient encore.

Les grandes puissances se renvoient la balle. Le rôle de la Russie est certes révoltant ; et que penser de politiciens comme Le Pen ou Fillon qui font l'éloge de Poutine ! Mais Hollande et Obama sont bien mal placés pour s'indigner et crier aux crimes contre l'humanité. Car les grandes puissances ont une responsabilité écrasante dans l'évolution qui a conduit à la situation actuelle.

Il n'y a pas si longtemps, elles soutenaient la dictature féroce d'Assad, que Sarkozy avait invité en 2008 pour le défilé du 14 juillet. Puis en 2011, lors des « printemps arabes », les dirigeants occidentaux l'ont lâché. Ils ont soutenu des milices, y compris celles d'islamistes aussi barbares que le régime. Trois ans plus tard, après que cette politique eut permis aux islamistes de prendre le contrôle d'un vaste territoire, les grandes puissances ont de nouveau changé d'orientation. Elles critiquent Assad et Poutine, mais leur laissent faire le sale boulot, tandis qu'elles-mêmes mènent la guerre contre les islamistes dans d'autres parties de la Syrie et en Irak, comme à Mossoul, aujourd'hui ravagée par des combats terribles.

En cinq ans, la guerre en Syrie aurait fait 400 000 morts, 12 millions de réfugiés, dont 4 millions sont partis à l'étranger. Les dirigeants occidentaux versent aujourd'hui des larmes de crocodile. Leur sollicitude ne va pas jusqu'à ouvrir la porte aux Syriens ! Si ceux-ci parviennent à fuir cet enfer et tentent de se réfugier en Occident, ils se heurtent aux barbelés dressés par l'Europe-forteresse ou par la Turquie avec l'argent européen. Et c'est souvent alors la Méditerranée qui devient leur cimetière, comme cela a

encore été le cas la semaine dernière.

La politique des puissances occidentales n'a jamais été guidée par les intérêts des peuples, mais toujours par la cupidité. Le Moyen-Orient et son pétrole font depuis longtemps l'objet de leurs convoitises. Pendant la Première Guerre mondiale, Français et Britanniques se sont partagé l'Empire ottoman, et la Syrie est passée sous domination française. Depuis, les pays de la région sont peut-être indépendants mais les puissances occidentales continuent de les piller, au prix de guerres terribles. Et aujourd'hui encore, le marchand de canons Dassault ou le cimentier Lafarge font leur beurre sur la dévastation de la Syrie.

Les dirigeants français expliquent qu'en combattant là-bas, ils luttent contre le terrorisme. Quelle hypocrisie ! En réalité, ils l'alimentent, par leur politique impérialiste. Les attentats en France ont été un contrecoup de la guerre de l'autre côté de la Méditerranée.

Cette guerre implique déjà l'Iran, les monarchies du Golfe, les États occidentaux, la Russie et le régime turc, en guerre contre sa minorité kurde. Et l'histoire du XX^e siècle nous rappelle qu'un conflit en apparence lointain et secondaire peut déboucher sur une guerre généralisée.

Alors, Alep est certes loin, mais ce qui se passe là-bas nous concerne, car c'est peut-être de notre avenir qu'il s'agit. Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage, disait Jaurès. Syrie, Irak, Afghanistan, Ukraine, Soudan, Libye... le monde est aujourd'hui à feu et à sang.

Le capitalisme, c'est d'abord l'exploitation de la classe ouvrière, les bas salaires et la menace permanente du chômage. Rien que cela justifie d'y mettre fin. Mais en outre, ce système dément, qui repose sur la concurrence féroce entre firmes et entre États, menace en permanence de conduire toute l'humanité dans la guerre. Les ouvriers français ou allemands d'avant 1914 étaient durement exploités. Mais ce qui les attendait, l'enfer des tranchées et de Verdun, était pire encore.

Alors, nous débarrasser du capitalisme, ôter aux grandes entreprises leur mainmise sur toute l'économie, est vital. C'est vital pour mettre fin aux inégalités et à l'exploitation du travail salarié. Mais c'est vital aussi pour mettre fin aux guerres engendrées par la convoitise des grandes firmes et des grandes puissances. Sans cela, nous aurons tôt ou tard d'autres Alep et d'autres Mossoul, non seulement de l'autre côté de la Méditerranée, mais à nos portes et dans nos villes.

Champion de l'impérialisme

Dans son discours annonçant qu'il ne sera pas candidat à sa propre succession en 2017, Hollande s'est félicité d'avoir engagé l'armée française « *au Mali, en Centrafrique, en Irak, en Syrie, pour défendre nos valeurs et pour combattre le terrorisme islamiste* ».

Les interventions françaises en Afrique ont surtout pour objectif de défendre les intérêts des capitalistes français, comme Areva, qui exploite des mines d'uranium au nord du Mali, ou encore Bolloré, qui contrôle le transport maritime ouest-africain. Mais elles n'ont pas fait disparaître les milices islamistes qui contrôlent toujours une partie du Mali et de la Centrafrique. La population, elle, subit à la fois les régimes dictatoriaux soutenus par la France, et le racket et la violence de ces milices.

En Irak et en Syrie, les interventions impérialistes ont créé un chaos sans fin. Après avoir financé des milices islamistes contre Bachar al-Assad, la France comme les États-Unis s'en détournent aujourd'hui.

Le bilan de Hollande, c'est une multiplication des terrains d'intervention de l'armée française, qui contribuent non pas à lutter contre le terrorisme mais à transformer une partie du monde en champ de ruines.

Fillon : un homme au lourd passé



Sorti vainqueur de la primaire de la droite, Fillon est parvenu, du moins auprès de son public, à se faire passer pour un homme sans lien avec Sarkozy. Un beau tour de passe-passe pour celui qui fut son Premier ministre pendant tout son quinquennat.

Fillon avait déjà sévi au gouvernement avant 2012. Ministre sous Balladur dès 1993, puis sous Chirac en 1995, c'est lui qui avait ouvert le marché des télécommunications aux entreprises privées et préparé la privatisation de France Télécom. Ministre des Affaires sociales en 2003, il avait défendu jusqu'au bout la réforme des retraites faisant passer la durée de cotisation à 40 ans dans la fonction publique et à 42 ans dans le privé.

Un des rédacteurs du programme de Sarkozy pour 2007, Fillon fut ensuite nommé chef du gouvernement. C'est lui qui mit en musique pendant cinq ans les attaques contre le monde du travail : la suppression de 150 000 postes de fonctionnaires, le passage de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans, les hausses de la TVA, des taxes sur les mutuelles et du forfait hospitalier, sans parler des coupes dans tous les budgets des services utiles à la population.

Fillon mit aussi en place le bouclier fiscal pour les grandes fortunes, et multiplia les cadeaux pour les grandes entreprises, les banques et les assurances, leur permettant de traverser la crise de 2008 en continuant à distribuer des dividendes considérables à leurs actionnaires. Après cinq ans de gouvernement Fillon-Sarkozy, on comptait un million de chômeurs en plus.

Il se présente comme un homme neuf, prêt à poursuivre les attaques contre la classe ouvrière encore plus

violemment qu'avec Sarkozy en son temps et que Hollande depuis.

Le Pen et Fillon : en concurrence contre les travailleurs

Réagissant à la victoire de Fillon aux primaires de droite, la dirigeante du Front national, Marine Le Pen, a déclaré : « *C'est le pire programme de casse sociale qui ait jamais existé. Jamais aucun candidat n'est allé aussi loin dans la soumission aux exigences ultra-libérales de l'Union européenne.* »

Le FN, ce parti dirigé par une famille de millionnaires, se pose en défenseur des classes populaires. Il se dit soucieux des intérêts des ouvriers, alors qu'il regroupe les courants les plus viscéralement anticommunistes, antisyndicaux et antigèrèves, comme il l'a montré aussi bien au moment des manifestations contre la loi travail que lors de l'épisode de la chemise du DRH d'Air France. Et, quand il s'attaque aux travailleurs immigrés, il s'attaque à l'ensemble de la classe ouvrière qu'il affaiblit en la divisant.

Si la démagogie du FN peut trouver un écho dans une partie des couches populaires, la responsabilité en incombe en grande partie à la gauche qui, à chaque fois qu'elle est arrivée au pouvoir, a contribué à les écœurer et à les désorienter en menant une politique anti ouvrière.

Marine le Pen et les siens peuvent plaindre hypocritement le sort réservé au monde du travail par un Fillon. Mais désigner l'Union européenne comme étant coupable du chômage et de l'appauvrissement des travailleurs, c'est masquer les responsabilités des grands capitalistes et des banquiers, y compris bien français.

En cela, Le Pen est comme les autres politiciens, candidate pour se mettre au service des intérêts de la bourgeoisie.

La campagne du FN : tous pourris... sauf le capitalisme

Marine Le Pen veut s'appuyer sur la colère populaire contre ces politiciens qui, comme Valls et Fillon,

ont tous gouverné et n'ont fait qu'aggraver la situation.

Mais ce dont le FN accuse Fillon ou Valls, ce n'est pas de leur soumission aux intérêts des capitalistes, mais à « Bruxelles et Berlin ». En désignant l'Europe et Merkel comme responsables de la crise, Le Pen épargne dans ses critiques les seuls vrais responsables du chômage et des bas salaires, à savoir les patrons des grandes entreprises et des banques, ceux qui ont le pouvoir sur l'économie.

Interrogé sur RMC le 5 décembre dernier, le directeur de campagne du FN l'a déclaré : « *Il n'est pas question de s'attaquer aux entreprises.* » Et chacun sait que, pour tous les politiciens, « entreprises » désigne les patrons, les propriétaires, les riches. Ces riches dont font partie les Le Pen et qu'ils font profession de défendre.

Le Pen contre les enfants d'immigrés

Amie des milliardaires, la candidate du Front national vient d'afficher toute sa hargne, tout son mépris, toute sa haine envers les immigrés et leurs enfants nouvellement arrivés sur le sol français en déclarant : « *Si vous venez dans notre pays, ne vous attendez pas à être pris en charge, à être soignés, que vos enfants soient éduqués gratuitement, maintenant c'est terminé, c'est la fin de la récréation !* »

Elle s'en est pris aussi à « *la population immigrée qui ne travaille pas* » et a préconisé le renvoi de tous les clandestins. Peu importe à cette nantie que ces immigrés, pour sauver leur peau, fuient les guerres, les massacres et les famines dont sont grandement responsables les dirigeants des pays riches dont fait partie la France.

Avec cette campagne odieuse contre les plus démunis, les plus pauvres, elle compte récupérer quelques milliers de voix supplémentaires en s'appuyant sur les préjugés xénophobes et racistes que son parti entretient avec l'espoir de parvenir au pouvoir. Il faut que les travailleurs rejettent avec détermination ce parti qui prêche la haine et vise à les diviser.

Dans le monde du travail, l'étrangère c'est Le Pen !

Cazeneuve à la rescousse

Après la démission de Valls pour cause d'ambition présidentielle, Hollande a nommé Cazeneuve pour remplacer son ex-Premier ministre à Matignon.

Bien malin qui pourrait distinguer les deux hommes : même haine et même arrogance contre les grévistes et les manifestants pendant le mouvement contre la loi Travail, même attitude vis-

à-vis des migrants qu'ils ont traqués, même démagogie sécuritaire après les attentats, semant le poison de la xénophobie avec le projet sur la déchéance de nationalité.

Durs avec les travailleurs, les pauvres ou les migrants, souples et généreux avec les patrons et les riches, Cazeneuve, Valls ou Hollande portent le même bilan : celui d'un

gouvernement anti ouvrier. Hollande, vomé par les classes populaires, en a tiré les conséquences en renonçant à se représenter. Valls espère qu'en changeant le premier rôle la mauvaise série pourra rebondir. Cazeneuve vient à la rescousse, car il faut bien quelqu'un pour jouer les doublures dans les dernières représentations.

Les jérémiades hypocrites de Nassimah Dindar

Nassimah Dindar, présidente du Conseil général de la Réunion s'est payé une pleine page dans les quotidiens de l'île déclarant être « *sous le choc de l'annonce du montant ridiculement bas prévu pour la Réunion au titre du fonds de soutien aux départements en difficultés* ».

La politique de décentralisation menée par les différents gouvernements de droite et de gauche fait que le département de la Réunion, comme bien d'autres, doit prélever des sommes de plus en plus importantes sur ses fonds propres pour payer le

RSA. Le gouvernement socialiste, interpellé par plusieurs présidents de ces collectivités, a fini par mettre en place un fonds de compensation pour les départements particulièrement affectés par le chômage, dont la Réunion fait partie.

Les sommes escomptées par Dindar pour 2017 ne sont pas au rendez-vous. Il manquerait 1,7 millions d'euros pour boucler le budget. La présidente et son équipe vont donc réduire la voilure des dépenses du département et, à quelques mois de l'élection présidentielle, cela tombe mal. Leur image de droite

« sociale » risque d'en prendre un coup !

Mais l'indignation de Nassimah Dindar est de pure forme. Celle-ci a en effet affichée son soutien indéfectible au candidat de droite Fillon, qui a pour programme de réduire de 100 milliards d'euros les dépenses publiques en France. Si un tel programme venait à s'appliquer, la droite locale pourrait avoir à gérer non pas un budget serré mais une explosion de colère populaire. C'est tout le bien qu'on leur souhaite !

Droit à l'IVG : entre réacs et hypocrites

L'Assemblée nationale a voté une loi condamnant des sites Internet qui, pour s'y opposer, font de la désinformation sur l'avortement. Au premier abord, ces sites prétendent apporter une écoute ou un accompagnement à l'avortement, mais lorsqu'une femme appelle, elle trouve au bout du fil quelqu'un qui tente de la dissuader d'avorter, à l'aide d'arguments spécieux, évoquant un enfant au lieu d'un embryon, parlant du taux de suicide des femmes après avortement, etc. Certains sites vont même jusqu'à harceler les femmes qui ont eu le malheur de laisser leur numéro de téléphone.

Avant le vote de cette loi, une partie de la droite et de l'extrême droite et tous les opposants à l'IVG se sont déchaînés, au nom de la défense de la liberté d'expression. Les arguments de tous ces réactionnaires ont de quoi



faire bondir mais de son côté, cette loi du gouvernement à six mois des élections constitue une opération politique bien dérisoire. Le droit à l'avortement est bien plus menacé aujourd'hui par la fermeture de certains planning familial, minés par la baisse des subventions des collectivités, ou par la fermeture des centres IVG, que par la propagande des intégristes catholiques. Aujourd'hui, près de 5 000 femmes par an sont

contraintes d'aller avorter à l'étranger parce que les délais d'attente sont trop longs. En dix ans, 180 centres IVG ont fermé.

Si le gouvernement voulait vraiment garantir le droit à l'avortement, il devrait commencer par ouvrir de nouveaux centres et permettre à ceux qui existent de fonctionner.

Complémentaires-santé : les sociétés d'assurance empochent

Depuis l'entrée en vigueur de la loi de janvier 2016 qui a rendu obligatoires les complémentaires-santé pour tous les salariés, le niveau des remboursements a baissé et ce qui reste à la charge des assurés, y compris après remboursement des assurances complémentaires, a considérablement augmenté. Pour les soins hospitaliers, les remboursements complémentaires

ont ainsi baissé de 53 % entre 2015 et 2016. La baisse est de 10 % pour les consultations chez un spécialiste et de 5 % pour celles chez un généraliste. Face à cette situation, de plus en plus de salariés sont contraints de souscrire des assurances supplémentaires, ce qui est tout bénéfique pour les assureurs, qui se partagent ainsi un marché estimé à

au moins 33 milliards d'euros, un vrai pactole.

La santé à deux vitesses est depuis longtemps une réalité, fruit des politiques de casse de tous les gouvernements. Elle a franchi un degré de plus avec les complémentaires obligatoires de la ministre socialiste de la Santé.

Retraites : plus courtes, plus misérables

Fillon fait campagne sur le recul de l'âge de la retraite, menaçant de s'attaquer aux travailleurs et aux chômeurs, qui devront cotiser plus longtemps, pour toucher des pensions qui seront encore amputées du fait du taux de chômage important parmi les seniors.

Mais, avant même que Fillon ait l'occasion de mettre ses intentions en

pratique, on ne peut que constater que le système des retraites a déjà été largement dégradé par plus de 20 ans de « réformes », toutes entreprises au nom du « sauvetage » du système. La réforme Fillon de 2010 (déjà), a fait passer de 60 à 62 ans l'âge de départ, et de 65 à 67 ans l'âge de la retraite à taux plein. Ce sont ensuite ajoutés les accords Agirc-Arrco de 2011 à 2015 et,

en 2014, l'allongement de la durée requise pour le taux plein. Cela a fait diminuer le montant moyen des pensions de plus de 6 % pour les retraités modestes, et de 3,5 % tout de même pour ceux qui ont des pensions plus élevées. À terme, toutes ces mesures réduiront en moyenne de deux ans la durée de vie à la retraite pour la génération née en 1950 et les suivantes.

Et ça continue...

Le Tribunal de Commerce a, lors de sa séance du 7 décembre 2016, renvoyé une fois de plus son jugement concernant le sort d'une douzaine de sociétés appartenant à la famille Apavou. Celle-ci est pourtant redevable de près de six millions d'euros aux caisses de Sécurité sociale, de retraite et à l'Assurance Générale des Salaires (AGS). Le Tribunal a renvoyé tous ces dossiers au 8 février,

ce qui ne veut pas dire qu'à cette date Apavou sera condamné à payer. Depuis le temps que le tribunal lui accorde des délais, ils se comptent en années !

L'appareil judiciaire montre ainsi sa complaisance vis-à-vis des capitalistes fraudeurs.

Quand il s'agit de l'incivilité d'un chômeur poussé à bout par la situation

qui lui est imposée, la justice frappe sans pitié. En revanche, à l'égard des patrons pratiquant la rétention massive d'argent au détriment des caisses d'assurance sociale, elle ferme les yeux et laisse filer.

Deux poids, deux mesures et on ose encore nous parler d'égalité devant la loi.

Évasion fiscale : les exploits de Seillière



Le baron Ernest-Antoine Seillière, ancien dirigeant du Medef et rejeton de la riche famille de Wendel, héritière d'une des plus vieilles dynasties françaises d'industriels et de financiers, vient d'être mis en examen avec quatorze autres membres de sa famille.

En 2004, alors qu'il dirigeait le syndicat des patrons et ne manquait pas une occasion de dire à la télévision que les salariés devaient se serrer la ceinture, le sieur Seillière avait organisé le transfert des bénéfices d'une des sociétés de la famille vers un

plan d'intéressement, à l'abri du fisc, afin qu'ils rapportent un maximum d'argent net d'impôts. Et ils ont effectivement touché le jackpot. En trois ans seulement, leur mise a été multipliée par... 375 !

Douze ans plus tard, la justice vient enfin de mettre en examen tout ce joli monde. Mais, pas d'inquiétude pour eux : avec tout ce qu'ils possèdent, les Seillière et les de Wendel ont amplement de quoi s'offrir les avocats les plus retors pour faire traîner cette affaire en justice le temps qu'il leur plaira.

CICE : Comment Injecter du Cash dans les Entreprises

Dans une conférence de presse, le syndicat Solidaires des Finances publiques de la Réunion a dénoncé le travail supplémentaire occasionné par le CICE. Il a précisé qu'un dossier CICE représentait 40 jours de travail, alors que le personnel est déjà en nombre notoirement insuffisant pour recevoir et conseiller les petits contribuables..

Ce nouveau cadeau du gouvernement socialiste fait aux entreprises représente une somme de 200 millions d'euros chaque année dans le département, et dit la loi : « *La trésorerie dégagée par le crédit d'impôt ne peut pas être utilisée pour financer une hausse des bénéfices distribués, ni augmenter les rémunérations des dirigeants de*

l'entreprise. Elle doit servir à financer les dépenses d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement ».

Mais quel contrôle les salariés ont-ils sur l'affectation de cet argent ? Aucun ! Les patrons en font ce qu'ils veulent et le gouvernement ne leur demande aucun compte.

Sécurité sociale : le plan d'attaque de Fillon



« *Moi je veux sauver la Sécurité sociale...* ». C'est ce qu'a osé déclarer Fillon au lendemain de sa victoire, alors même qu'il projette un nouveau plan d'attaques, un de plus, pour envoyer l'Assurance-maladie à la casse, et les malades avec.

Dans son programme, Fillon envisage de réserver les remboursements par l'Assurance maladie aux maladies graves, aux affections de longue durée et aux

hospitalisations. Pour le reste, pour les maladies courantes et les soins qui vont avec, les remboursements ne passeraient plus par la Sécurité sociale mais seraient du ressort des complémentaires-santé. Les compagnies d'assurance privée se frottent les mains à la perspective de ces nouvelles aubaines.

Les plus riches souscriront donc de bonnes assurances-santé privées, tandis que les plus pauvres, faute de

souscription à une assurance privée, y regarderont à deux fois avant d'aller consulter pour une grippe ou des douleurs.

Du côté de la Sécu, Fillon a déjà sévi. Il était Premier ministre de Sarkozy quand celui-ci mit en place les franchises qui retiennent aujourd'hui un euro sur chaque consultation et cinquante centimes sur chaque boîte de médicament, à hauteur de 50 euros de non-remboursement par an. Déjà, à l'époque, Fillon en appelait à une franchise globale, un seuil en dessous duquel l'Assurance-maladie ne rembourserait rien du tout. Aujourd'hui, il réitère, envisageant de ne pas rembourser les dépenses de santé à concurrence de 200 euros par année.

Sous Mitterrand, sous Chirac, sous Sarkozy, sous Hollande, depuis 40 ans, les plans dits de sauvetage de la Sécurité sociale se sont succédé, tous pour faire payer plus les salariés et rembourser moins les malades. Fillon veut ajouter son œuvre à la déconstruction.

2012 – 2017 : un million de chômeurs en plus

Pour le mois d'octobre, Pôle emploi annonce une petite baisse de 0,3 % du nombre de travailleurs sans aucune activité rémunérée (catégorie A), soit 11 000 chômeurs de moins.

Bien sûr, le gouvernement éclipse le chiffre de l'Insee qui relève une hausse du chômage de 0,1 % pour le troisième trimestre, soit 31 000 chômeurs de plus. Il préfère fanfaronner sur les chiffres, donnés par Pôle emploi, de 100 000 demandeurs d'emploi en catégorie A en moins

depuis un an. À supposer que ce chiffre soit juste, la baisse est dérisoire.

En fait, ces chiffres masquent complètement la réalité. Car si, aux chômeurs en catégorie A, on ajoute les salariés qui ne travaillent que quelques heures par semaine et les chômeurs en formation, en reprenant les chiffres de Pôle emploi, on arrive à près de 85 000 chômeurs en plus en un an et à plus de 1,2 million depuis l'arrivée au pouvoir de Hollande en 2012 !

La bataille pour l'emploi à la sauce PS, c'est 40 milliards donnés au patronat par an sans contrepartie aucune, par le biais du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) et du pacte de responsabilité, mis en place en 2013. À l'époque Gattaz, le président du Medef, avait vaguement promis un million d'emplois.

Le vrai résultat, c'est un million de chômeurs en plus.

Violences faites aux femmes : le scandale continue

Selon une enquête de l'Institut national d'études démographiques, une femme sur sept a été victime dans sa vie de violence sexuelle.

C'est dans le cadre des relations privées avec la famille et les proches que l'essentiel des viols se produisent. Pourtant, seules 10 % des victimes déposent une plainte. Mais il n'est pas surprenant qu'elles ne choisissent pas de s'exposer dans des procédures judiciaires et publiques, car 90 % des plaintes sont classées sans suite et seuls 2 % des auteurs sont sanctionnés.

Delphine Driguez, de l'association Avocats femmes et violences, s'explique ainsi : « *Devant la justice, un viol conjugal est très difficile à prouver car il se déroule dans l'intimité, et le bénéficiaire du doute profite toujours à l'accusé. Peu de femmes osent aussi en parler.* »

Dans le domaine des violences conjugales, qui ont tué plus de dix femmes par mois en 2015, il faut souvent plusieurs interpellations avant que l'auteur ne soit sanctionné. « *C'est au bout de la dixième plainte que les*

choses commencent à bouger », rapporte l'avocate.

Cette justice est à l'image de la société et de ses préjugés machistes. Il a fallu tout au long du siècle passé que les femmes combattent contre les esprits misogynes qui les rendaient mineures dans le mariage, qui ne leur donnaient pas le droit de vote, pas le droit de disposer de leur propre corps.

D'autres luttes restent à mener pour conquérir l'égalité réelle des droits et débarrasser la société de son fatras de préjugés et comportements rétrogrades.

La Commune : le PS travestit l'histoire

Les députés PS et PCF ont voté le 29 novembre un texte visant à réhabiliter, au nom de la défense de la République, les victimes de la Commune de Paris, en 1871.

La Commune fut, à la fin de la guerre franco-prussienne de 1870, la première tentative de la classe ouvrière de prendre le pouvoir pour transformer la société. À Paris, de mars à mai 1871, les travailleurs en armes exercèrent directement le pouvoir, contrôlant des élus révocables à tout moment, qui percevaient l'équivalent du salaire d'un ouvrier. Les étrangers étaient électeurs, éligibles et élus. L'État ainsi institué était celui des travailleurs : il annula les dettes des pauvres, encadra les loyers, encouragea les ouvriers à organiser la production, la distribution, le

fonctionnement quotidien de toute la société.

Réhabiliter les combattants de la Commune victimes de la répression serait donc la moindre des choses. Mais, pour le PS, il ne s'agit que d'une opération politique dérisoire pour les besoins de laquelle il travestit les faits, transformant les Communards en défenseurs et inspirateurs de cette République intemporelle que le PS voudrait incarner aujourd'hui.

Or, loin d'être un mouvement « républicain », la Commune s'est insurgée contre la République née le 4 septembre 1870. Cette dernière avait pour politique de désarmer les travailleurs parisiens, de conforter la propriété privée, de laisser les banquiers s'enrichir de la défaite

comme ils l'avaient fait de la guerre. C'est bien la République, troisième du nom, qui bombardra Paris et réprima les Communards au prix de dizaines de milliers de morts, sur les barricades ou fusillés sans procès. Des milliers d'autres furent emprisonnés, déportés, contraints d'émigrer. La répression de la Commune de Paris est restée l'exemple même de la vengeance de la bourgeoisie tremblant pour sa propriété.

Arguer de la défense de la République pour réhabiliter les Communards, c'est trahir honteusement leur combat, mêler fusillades et fusillés, associer les prolétaires à leurs oppresseurs.

DANS LES ENTREPRISES

Non aux suppressions d'emplois à Electra !

À quelques jours des fêtes de fin d'année, le patron d'Electra, entreprise sous-traitante d'EDF, vient d'annoncer qu'il engageait, envers sept de ses quatorze ouvriers, une procédure de licenciement économique. Certains monteurs travaillent pour Electra depuis quatorze ans. La raison invoquée est qu'EDF a réduit le nombre de chantiers attribués à cette entreprise.

C'est EDF qui décide à qui elle donne du travail et pour combien de temps. En pratiquant cette politique de sous-traitance à outrance, EDF réduit sa masse salariale au minimum et utilise les sous-traitants comme variable d'ajustement. Les travaux de raccordement, d'extension et de réparation de réseaux sont ainsi effectués à moindre coût, avec pour corollaires l'insécurité de l'emploi et des salaires minorés.

Ces licenciements n'ont pas lieu d'être. EDF est en train de faire changer tous ses anciens compteurs par d'autres dits « intelligents ». Les chantiers fleurissent partout dans l'île, ce n'est pas le travail qui manque.

Les travailleurs de la sous-traitance n'ont pas à subir la gestion désastreuse du donneur d'ordre EDF qui doit intégrer ces travailleurs dans ses effectifs pour préserver leurs emplois.

Saint-Benoît : grève à la clinique de La Paix



Lundi 12 décembre, une majorité du personnel de la clinique de La Paix de Saint-Benoît s'est mise en grève.

Suite au passage de leur horaire de référence de 33 heures 15 à 35 heures, la direction de l'établissement s'est permise de remettre en cause les compensations lors des jours fériés travaillés ou non travaillés. Depuis l'instauration de ce nouvel horaire, le personnel perd annuellement l'équivalent d'une cinquantaine d'heures supplémentaires soit, pour un aide soignant ayant trente ans d'ancienneté, une somme de 800 euros. Cette décision contrevient de plus aux dispositions contenues dans la convention collective nationale de l'hospitalisation privée.

Les grévistes demandent également une augmentation de salaire mensuelle de 250 euros pour tous. Dans cette clinique les aides soignantes, souvent en sous-effectifs, émargent « royalement » à 1280 euros par mois en enchaînant des journées de 10 heures auprès de malades aux pathologies lourdes.

Peu après l'arrivée des gendarmes venus « s'informer sur les raisons du

conflit » (!), le directeur d'établissement est venu sur le piquet de grève pour tenter de convaincre les travailleurs présents qu'il n'avait pas les moyens financiers pour augmenter les salaires ni de rétablir l'ancien dispositif des jours fériés. A l'en croire, les grévistes devraient attendre avant d'espérer une augmentation des salaires, l'ouverture d'un hôpital de jour et la mise en place d'un plateau technique qui permettrait, aux dires du directeur, d'engranger de nouvelles entrées d'argent.

Les grévistes lui ont rétorqué qu'ils n'arrivaient pas à s'en sortir avec leurs salaires actuels et que si Clinifutur (la maison mère de la Clinique de la Paix) savait trouver des millions quand il s'agissait d'ouvrir de nouvelles structures à la Réunion, mais aussi en France, à Mayotte et en Afrique, le groupe avait les moyens de les payer correctement.

Les grévistes ont le soutien de la CGTR, mais aussi celui de médecins de la clinique et sans doute de bien d'autres personnes qui dans les prochains jours leur manifesteront leurs encouragements.

Accidents de travail en hausse : les patrons responsables

Avec 18 % d'accidents de travail en plus en 2015 par rapport à 2014, la caisse de la Sécurité sociale a dit que ce résultat était désastreux. Désastreux pour ses finances, dont les dépenses en la matière sont passées 32 à 35 millions d'euros, mais surtout pour les travailleurs concernés qui se retrouvent parfois handicapés à vie, meurtris dans leur corps, obligés de se soigner pendant de longs mois, avec à la clé

une possible perte de leur emploi pour incapacité partielle ou totale.

Cette recrudescence des accidents de travail n'est due ni à la malchance, ni au hasard. Elle est le résultat de la pression toujours plus forte imposée par les patrons pour que les travailleurs suent toujours plus de profits, fassent plus de production avec moins d'effectifs. Tous les métiers sont touchés, du bâtiment au transport de

Fil Rouge

Contre les abus patronaux, l'avenir est à la lutte !

En août 2015, 70 jeunes travaillant dans les écoles du Tampon qui avaient vu leurs contrats d'avenir signés en 2013 et cassés par le nouveau maire Thien Ah Koon en 2014, avaient déjà obtenu chacun une indemnité pour licenciement abusif de 37 252 euros chacun, soit au total 2,6 millions d'euros.

Un deuxième jugement tombé en décembre de cette année vient de condamner la mairie du Tampon à indemniser 70 autres jeunes en contrats d'avenir victimes de la même injustice, à hauteur de 10 000 euros chacun, soit un total de 760 000 euros supplémentaires.

Une bonne claque pour ce maire réactionnaire qui, en plus de son mépris pour ces jeunes travailleurs, accueillait à bras ouverts fin novembre la candidate d'extrême-droite, Marine Le Pen !

Il faut savoir résister aux pressions des patrons

Dans une entreprise bien connue de transport de matériaux de chantier de Saint-Benoît, le patron demandait récemment à un de ses chauffeurs de continuer à conduire un camion dont les freins ne répondaient plus. Malgré ses interventions répétées auprès de ce conducteur, ce dernier a refusé, avec raison, de continuer à mener l'engin sur les chantiers. Le chauffeur a peut-être ainsi échappé à un accident qui aurait pu lui être fatal, ainsi qu'à d'autres usagers de la route. Quant au patron, s'il veut voir son camion rouler, il va falloir qu'il le fasse réparer !

marchandises, en passant par la restauration et jusque dans les collectivités territoriales. Ce sont les travailleurs des petites entreprises qui paient le plus lourd tribut dans cette hécatombe. Ce sont eux les plus exposés au chantage patronal : accepter de travailler dans l'insécurité ou perdre son emploi.

Notre peau avant leurs profits !

Martinique : la Collectivité territoriale rackette la population

Le 24 novembre, les élus de la majorité – dont les indépendantistes et la droite – ont présenté les orientations budgétaires de la Collectivité territoriale de Martinique (CTM) pour l'année 2017. Pour compenser la baisse de la dotation globale de fonctionnement versée par l'État, ils ont annoncé l'augmentation de certaines taxes, dont une taxe supplémentaire de cinq centimes par litre sur l'essence sans plomb et de

deux centimes par litre sur le gazole. En année pleine, cet impôt indirect, particulièrement injuste car il frappe plus lourdement les plus modestes, devrait rapporter 16 millions d'euros.

Quant au conseiller territorial du PCM (Parti communiste martiniquais), président de la commission de finances, de la fiscalité et du budget, il fait partie de la majorité indépendantiste. Lui juge que « *malheureusement, la population*

devrait faire un petit effort... Mais cet effort servirait en fin de compte pour l'entretien des routes, les études pour le viaduc de Fonds Lahaye...pour soutenir les entreprises et en fin de compte créer de l'emploi... » À peine hypocrite !

Pourquoi la CTM ne taxerait-elle pas les énormes profits des gros békés, des gros capitalistes locaux ? Sans doute parce qu'elle les ménage.

Italie : le référendum, une claque pour Renzi

Avec près de 70 % de participation et une franche victoire du non, à 60 % des votes, le référendum du 4 décembre a en fait exprimé le rejet de la politique du gouvernement. Car, s'il portait sur la réforme de la Constitution, Matteo Renzi, chef du gouvernement depuis trois ans, a fait du oui au référendum une condition pour rester à son poste.

Chacune des réformes de Renzi a été un coup supplémentaire contre les conditions d'existence des classes laborieuses. Version italienne de la loi travail, le Jobs Act, adopté en 2014

sous prétexte de lutter contre la précarité, l'a généralisée. Les réformes de la fonction publique ont conduit à des suppressions d'emplois et à une dégradation de services publics déjà laminés dans de nombreuses régions du pays. Le résultat de cette politique, ce sont les classes populaires qui le vivent, par le chômage et par le recul du niveau de vie qui fait que désormais, les jeunes sont plus pauvres que leurs parents et même que leurs grands-parents.

Du côté des tenants du non, de l'extrême droite à la gauche, en passant par le Mouvement 5 étoiles de Grillo,

chacun cherche maintenant à s'approprier ce résultat et à revendiquer des élections le plus vite possible, pour accéder au pouvoir et profiter de la démission de Renzi. Pas plus que ceux du oui, les soutiens du non ne représentent une solution contre le chômage de masse, contre la menace de tomber dans la misère qui pèse sur des centaines de milliers de familles ouvrières.

Les travailleurs se trouvent face au même problème politique qu'avant le référendum : faire entendre leurs exigences et leur propre voix.

Corée du Sud : manifestations contre un régime aux relents de dictature

Depuis fin octobre, la révélation des trafics de la présidente Park Geun-hye a déclenché une vague de manifestations quotidiennes dans toutes les grandes villes, des manifestations de plus en plus grandes, en particulier les samedis. Ainsi, samedi 3 décembre, il y a eu jusqu'à 2 400 000 personnes dans les rues de Corée du Sud, dont la moitié à Séoul.

Ces chiffres témoignent de l'indignation de toute une partie de la population, en particulier de la petite bourgeoisie, face à la corruption du régime et ses méthodes dictatoriales. Mais la classe ouvrière coréenne a aussi commencé à s'en mêler sur ses revendications propres. Et elle a bien

des raisons de le faire, que ce soit sur la précarité, l'absence de couverture sociale, ou encore la retraite réelle à 70 ans. Pour parachever le tout, au début de l'année, de nouvelles lois anti ouvrières sont venues faciliter encore les licenciements et offrir aux patrons de nouvelles possibilités pour baisser les salaires. Le 30 novembre, la centrale syndicale KCTU dont les dirigeants viennent d'être condamnés à de la prison ferme, a appelé à une grève pour que les travailleurs puissent se joindre aux manifestations contre la présidente, avec des placards contre les lois anti ouvrières. Le mouvement fut suivi par 220 000 travailleurs, tandis que des dizaines de milliers de jeunes

désertaient universités et lycées pour les rejoindre.

Le 9 décembre, le Parlement sud-coréen a procédé à la mise en accusation de la présidente, ce qui devrait conduire à sa destitution. Mais cela ne suffira peut-être pas à faire cesser les manifestations, car dans celles-ci, à côté des partis d'opposition exprimant seulement l'aspiration à une démocratie propre, une chimère dans une société capitaliste, une multitude de pancartes appellent aussi à la mise en jugement des patrons des chaebols, ces trusts familiaux géants qui contrôlent toute la vie économique et politique du pays.

États-Unis : Trump gouvernera avec les banquiers et les spéculateurs

Trump, pas encore au pouvoir, a déjà choisi la plupart de ses futurs ministres en faisant la part belle aux politiciens d'extrême droite, aux généraux réactionnaires et... aux banquiers.

Le conseiller en chef de la stratégie présidentielle sera Stephen K. Bannon, un homme de l'extrême droite catholique, raciste, misogyne, antisémite et islamophobe. Il fut aussi employé par Goldman Sachs dans le département des fusions-acquisitions, avant de créer sa propre entreprise financière. Ben Carson, neurochirurgien mais créationniste, affirmant que la terre a 5 000 ans et que la théorie de l'évolution est «

satanique », a été un moment envisagé comme ministre de l'Éducation. Finalement Trump l'a pressenti pour être ministre du Logement, réservant l'Éducation à Betsy DeVos, une fervente partisane du démantèlement de l'éducation publique au profit des « charters schools », ces écoles privées financées par l'argent public. À la Santé, ce sera un farouche opposant à l'IVG, à la contraception et au mariage homosexuel. Quant au ministre de la Justice, c'est un raciste avéré, admirateur du Ku Klux Klan.

Ainsi, Trump multiplie les gestes destinés à satisfaire les franges les plus réactionnaires de ceux qui l'ont soutenu. Mais le choix de son ministre

des Finances répond à d'autres préoccupations. Ainsi Steven Mnuchin, le futur ministre, a fait fortune dans la spéculation ; c'est un ancien collaborateur du spéculateur milliardaire George Soros, et un ancien directeur de la banque Goldman Sachs dont les actions ont grimpé depuis l'élection de Trump de 23%.

Autant dire que ceux qui, parmi les travailleurs, ont cru que Trump était réellement le porte-parole de leur colère, seront déçus. Il sera comme les autres au service exclusif de la grande bourgeoisie et prêt à faire payer aux travailleurs le prix fort de la crise.

Massacre de Thiaroye : les familles des victimes réclament la vérité



déterminés à ne pas se laisser jeter comme des chiens, ils bloquèrent la voiture du général dirigeant le camp, qui promit de leur payer leur dû. Mais au matin du 1er décembre, rassemblés par les officiers, les soldats se retrouvèrent face à des automitrailleuses qui firent feu. Entre 300 et 400 d'entre eux périrent sous les balles, jetés ensuite à la va-vite dans des fosses communes. Les survivants qui n'avaient pas réussi à prendre la fuite furent ensuite condamnés à plusieurs années de prison pour rébellion.

Pendant des années, l'armée française, avec la complicité de l'État, fit tout son possible pour occulter l'ampleur du massacre. Et aujourd'hui, comme le dénoncent les familles des victimes, Hollande et son ministre des Affaires étrangères, Ayrault, refusent toujours de reconnaître les faits. Hollande s'inscrit ainsi dans la continuité de ses prédécesseurs à la tête de l'État et en défenseur des intérêts de l'impérialisme français en Afrique, couvrant jusqu'à ses pires crimes.

À l'occasion du 1^{er} décembre, jour anniversaire du massacre par l'armée française en 1944 de tirailleurs sénégalais rassemblés dans le camp de Thiaroye dans la banlieue de Dakar, des familles de victimes ont à nouveau réclamé d'avoir accès à toutes les archives, et demandé la révision du procès des survivants condamnés à l'époque pour insubordination.

La Seconde Guerre mondiale n'était pas encore terminée que l'armée française commençait à se débarrasser

des 140 000 hommes qu'elle avait enrôlés de force dans les colonies d'Afrique noire. Les mille qui se retrouvèrent entassés dans des conditions lamentables dans le camp de Thiaroye étaient restés prisonniers en France pendant toute la guerre. En novembre 1944, les tirailleurs avaient été renvoyés au Sénégal avec seulement un quart de leur solde et la promesse de leur verser le reste à leur arrivée. Une fois hors de métropole, il n'en était plus question. Fin novembre,

La candidature de Nathalie Arthaud : exprimer sa confiance dans la classe ouvrière

La droite s'est choisie, en la personne de Fillon, un candidat qui affirme clairement sa volonté de s'en prendre aux droits des travailleurs. À gauche, la course à la sélection des primaires du Parti socialiste a commencé et occupera la scène médiatique jusqu'à la fin du mois de janvier. Mais à défaut d'avoir un candidat, le PS a de toute façon un bilan : l'ensemble des mesures anti-ouvrières prises depuis l'élection de Hollande en 2012. La gauche au pouvoir a pris le relais de la droite pour servir au mieux les intérêts de la bourgeoisie. Profitant du discrédit frappant tous ceux qui ont gouverné ces dernières années, Le Pen et le FN

cherchent à intégrer ce club des politiciens ayant accès aux responsabilités, qui leur était resté fermé jusque-là. S'ils ont plus que les autres recours à la démagogie, ils sauront eux aussi se montrer de loyaux gestionnaires du système capitaliste, le seul qu'ils ne critiquent jamais.

On nous demande donc de choisir ceux qui, demain, nous imposeront plus d'exploitation, plus de chômage, plus de misère ! Voilà à quoi se résume pour les travailleurs la prétendue démocratie.

À l'opposé de toute cette mascarade, Nathalie Arthaud, candidate de Lutte ouvrière, se présente pour faire entendre le camp

des travailleurs, de ceux qui veulent exprimer leur refus des licenciements, de l'exploitation, du pouvoir des actionnaires et des patrons. Seule candidate communiste, elle se présente aussi pour défendre la perspective d'une société qui ne soit pas fondée sur la course au profit.

Un tel vote ne changera pas la vie : aucune élection n'a pu le faire. Pour faire reculer leurs exploités, il faudra de vastes et profondes mobilisations. Mais ceux qui voteront pour Nathalie Arthaud feront un vote de conscience et de dignité, exprimant leur confiance dans la capacité des travailleurs de relever la tête.

Sur le blog de Nathalie Arthaud : les tenants de l'ordre impérialiste n'enterreront pas la révolution

La polémique déclenchée par Ségolène Royal qui, lors des funérailles du dirigeant cubain, s'est démarquée des déclarations des milieux dirigeants du monde impérialiste contre « le dictateur Castro », ont incité Nathalie à y consacrer un billet sur son blog.

« La ferveur de centaines de milliers de Cubains qui a accompagné ces funérailles, et les nombreux hommages rendus par les pauvres d'Amérique latine et d'ailleurs, ont montré combien Castro était admiré et aimé des opprimés. En brillant par leur absence, les principaux dirigeants du monde occidental ont, à l'opposé, exprimé leur haine tenace contre un homme et un régime qui ont osé leur tenir tête et prendre le parti des vaincus. Eh bien, c'est, malgré eux, le meilleur hommage qu'ils pouvaient rendre à Castro !

(...) Le régime cubain basé sur le parti unique n'est pas démocratique. (...) Mais contrairement aux dictateurs amis des impérialistes qui défendent la propriété d'une minorité et pillent leur pays pour un clan en laissant la population affamée, le régime cubain a donné la terre des grands propriétaires fonciers aux paysans ; il a utilisé les richesses du pays pour construire des écoles et des hôpitaux. C'est cela qui dérange les grandes puissances car

elles ne tolèrent que des paillasons comme les Mohammed VI, les Bongo, les rois du pétrole du golfe Persique... du moins tant qu'ils font leurs affaires.

(...) L'hommage populaire rendu à Castro atteste de la soif de liberté et de l'aspiration à une vie meilleure des opprimés. Ces aspirations-là, personne

ne les enterrera jamais. Tôt ou tard, elles alimenteront de nouvelles révolutions ».

 **Suivez le blog de Nathalie Arthaud :**
<http://www.nathaliearthaud.info>

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE :

MARCHÉ DE SAINT BENOÎT
SAMEDI 7 JANVIER de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT ANDRÉ
VENDREDI 13 JANVIER de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 22 JANVIER de 8H30 à 10H00

Pour nous contacter :
Ecrire à BP 184 97470 SAINT BENOÎT
e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale Lutte ouvrière
Directeur de publication : Didier Lombard
Tirage : 100 exemplaires
ISSN : demande en cours